

comme à celle de ses collègues, qu'ils n'ont tenu compte d'aucune considération politique. Je regrette que le préopinant (M. Motherwell) ait cherché à y introduire les rancœurs de la politique.

Voici les faits, tels que je les comprends. Les cultivateurs des comtés de Huron, Perth, Lambton et Middlesex se réunirent à Ailsa-Craig ou à un autre endroit du comté de Middlesex. Ils y adoptèrent un vœu à l'effet de me demander de présenter une députation au ministre du Commerce (M. Stevens). Les délégués vinrent à Ottawa. Le ministre du Commerce nous reçut fort aimablement. Nous avons exposé l'affaire de notre mieux, et ce soir-là, ces cultivateurs se sont montrés joliment équitables. Ils ont accordé au département du Commerce beaucoup de mérite au sujet de l'aménagement de navires pour faciliter le transport de notre bétail en Angleterre. Avec d'autres membres, je suis allé voir le ministre du Commerce et le ministre de l'Agriculture (M. Weir) pour leur demander de nous aider à aménager des vaisseaux. Au lieu d'agir comme des enfants qui recourent à leurs parents, nous avons décidé de chercher à régler nous-mêmes l'affaire. C'est ce que nous avons fait. Nous avons tenu une réunion à Montréal et la société a été mise en liquidation. Nous avons fait ensuite examiner ses livres par la maison Clarkson, un bureau de vérificateurs honorables. On a fermé la porte et le bureau Clarkson a pris l'affaire en main.

Nous avons constaté l'inexistence de valeurs actives. Il n'y a jamais eu de valeurs actives. Nous ne voulons pas blâmer le ministère du Commerce principalement, mais nous prions celui-ci de ne pas prendre l'attitude d'un corps impeccable. Même si je ne connais pas de gouvernement ayant commis moins de bévues que le présent Gouvernement, je n'ai jamais connu d'homme parfait et j'exhorte ce soir le département à ne pas rejeter la bévue entière sur ces cultivateurs. C'est fort injuste.

Je demande aux gens de l'Ouest s'ils connaissent le capitaine Robert Pearson, John Pearson, dont les deux oncles ont été membres de la législature de l'Ontario et des hommes d'une haute intelligence. Soit dit en passant, je ne crois plus que nous ayons des surhommes. Il me semble que, dans l'avenir, l'avis de l'homme de la rue aura autant de poids que celui des surhommes, car ce sont les surhommes qui nous ont précipités dans la crise, et nulle part on ne voit qu'ils réussissent à nous en tirer. Je demande aux gens de l'Ouest s'ils connaissent ce dénommé Pearson qui habite dans mon comté. Il a

[M. Spotton.]

perdu \$2,000 et est en mesure de subir pareille perte et maintenant il est dans l'Ouest pour acquérir d'autres bestiaux, pour les engraisser et les expédier dans la métropole. Mais il est des hommes, monsieur l'Orateur, qui ne sont pas en mesure de subir cette perte. Hier, je me suis promené dans mon comté et j'ai eu l'impression de l'approche d'une catastrophe. J'ai rencontré le curé qui venait de reconforter deux paroissiens, les exhortant à tenir bon encore un petit peu, dans l'espoir d'une assistance. Je n'étais pas en mesure de promettre du secours, bien qu'on m'eût porté à croire qu'assistance serait donnée et qu'il y avait un peu d'espoir.

J'ai demandé aux administrateurs de la banque qui a avancé les fonds d'être patients et j'exhorte ce soir le Gouvernement à ne pas prendre à ce sujet une froide attitude d'hommes d'affaires. C'est le devoir des forts de protéger le faible. Que sur les seize navires aménagés il y en eut quatorze de bons et deux de mauvais, c'est une bonne moyenne, et le ministre doit être félicité d'en avoir choisi quatorze bons sur seize. Il ne doit pas s'offenser si on lui dit que deux des seize vaisseaux choisis par son département étaient des bateaux de bois, et qu'en cherchant dans la grande métropole de Montréal il n'aurait pu découvrir deux plus grandes canailles à envoyer en mission dans mon comté que les deux hommes de son choix. E. A. D. Morgan, est l'avocat consultant de la compagnie. Quand je lui ai dit: "M. Morgan, vous n'êtes pas seulement un avocat consultant", il s'est fâché. C'était lui, le promoteur, le vendeur qui a travaillé à haute pression et a conclu le marché. C'est comme s'il existait un collège de médecine qui décernerait un diplôme à un homme n'ayant jamais étudié la médecine un seul jour dans sa vie, pour lui permettre d'aller opérer les malades. D'après le rapport Clarkson, ces gens n'avaient même pas un liard, un dollar pour commencer. Si les fonctionnaires du ministère du Commerce avaient demandé qu'on leur exhibât les lettres patentes de cette compagnie, ils auraient vu le document le plus plein d'esbroufe qu'on ait jamais vu. Voici ce que ces hommes sans capitaux se proposaient d'accomplir selon leur charte:

De construire, acquérir, louer ou exploiter des élévateurs, des édifices ou des quais, pour la manutention ou l'entreposage du grain.

D'opérer la vente, l'achat ou le trafic du bétail, des chevaux, des chiens ou de tous les animaux de ferme, y compris l'alimentation, l'engraissement des animaux et relativement aux affaires de la compagnie, d'établir des magasins, des agences, des dépôts et d'autres marchés pour la vente des produits de la compagnie, y compris le droit de se livrer à la fabrication, au transport, au trafic et à la vente de conser-